

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Morgan. Mr. Douglas?

Mr. Douglas (Assiniboia): May I ask a short question of Mr. Rankin? He mentioned something about the taxes on production machinery. I just want to ask if this is really a very significant item in your costs?

Mr. Rankin: Mr. Chairman, in my position I would not be able to answer this question. However, I have with me a gentleman who is in the production end of processing and who is a vice-president of our association. I wonder if I might ask him if he is in a position to answer that question? His name is Mr. Kitson.

The Chairman: Will you use a microphone please.

Mr. D. H. Kitson (Vice-President, Western Food Processors Association): I think in the first instance, Mr. Chairman, one of the taxes referred to is provincial in nature and probably beyond the terms of this Committee. However, I do think Mr. Rankin mentioned something in the brief with respect to taxes. One of the problems we encounter, I think, is that most of the equipment we use in our industry is manufactured in the United States. Strangely enough, even though a lot of this equipment is not available in Canada we still pay duty at the time of importation. This may not technically be a tax, but naturally we think of it as such. It is a cost of production, sir.

The Chairman: Thank you. I recognize, Mr. Foster.

Mr. Foster: My first question is for Mr. Morgan and the B.C. Egg Marketing Board. In your brief you indicate that your new agency is working very well and I think we are very pleased to hear this. You are urging us as federal members of Parliament to encourage the establishment of a Canadian egg agency. It seems to me if we were to do this some of the provincial governments would have to give up some of their authority. Do you really believe that the provincial governments would be willing to give the enabling legislation for this and what will the real value of a federal agency be? Is it to control imports through this agency or what would be the actual advantage?

Mr. Morgan: On that particular point, Mr. Foster, regarding the control of imports, it

[Interpretation]

Le président: Merci beaucoup, M. Morgan. M. Douglas.

M. Douglas (Assiniboïa): Est-ce que je pourrais poser une brève question à M. Rankin. Il a parlé du prix ou plutôt des impôts sur le matériel de production. Je voudrais simplement demander si c'est là un facteur vraiment important du coût?

M. Rankin: Monsieur le président, je ne serais pas en mesure de répondre à cette question. Mais j'ai à mes côtés un monsieur qui s'occupe de l'aspect production de la transformation et qui est le vice-président de notre Association. Je me permets de lui demander s'il lui est possible de répondre à cette question. Il s'appelle M. Kitson.

Le président: Je vous prie d'utiliser le micro.

M. D. H. Kitson (Vice-président, Western Food Processor Association): Je pense tout d'abord, monsieur le président, que l'un des impôts est de nature provinciale et dépasse le mandat de ce Comité. Je pense que M. Rankin a mentionné quelque chose dans le mémoire au sujet des impôts. Je pense que l'un de nos problèmes provient du fait que nous utilisons des instruments aratoires fabriqués aux États-Unis. Et une bonne partie de cet équipement n'est pas en disponibilité au Canada. Nous payons toujours un tarif douanier au moment de l'importation. Ce n'est pas un impôt vraiment, mais nous trouvons nous que c'est un impôt. C'est le prix que nous devons payer pour la production.

Le président: Merci beaucoup. Je donne la parole à M. Foster.

M. Foster: Oui, j'ai une première question à poser à M. Morgan, et à l'Office de commercialisation des œufs de la C.-B. Dans votre mémoire, vous indiquez que votre nouvelle agence fonctionne très bien et nous sommes très heureux de nous en rendre compte. Vous nous demandez comme membre du parlement au fédéral d'encourager l'établissement d'une agence canadienne pour les œufs. Il me semble que si nous agissions de la sorte, certaines des autorités provinciales devront céder une partie de leur mandat de leur autorité. Croyez-vous vraiment que les gouvernements provinciaux seraient prêts à formuler une législation à cette fin, et quelle serait la valeur véritable d'une agence fédérale? Est-ce pour contrôler les importations par l'entremise de cette agence ou quoi? Quel serait l'avantage véritable à cet égard?

M. Morgan: Merci beaucoup. Sur ce point, monsieur le président, M. Foster, à l'égard